

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES
SK/651

Arrêté du 3 mars 2021

portant mise en demeure à la société Gustave Muller de respecter certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2016 réglementant ses installations sises à Volgelsheim

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables,

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2016 portant prescriptions complémentaires suite à la mise à jour de l'étude de dangers et ses compléments, à la société Gustave Muller pour ses installations de Volgelsheim en référence au titre Ier du Livre V du code de l'environnement,

VU le rapport du 29 janvier 2021 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant qu'un plan des dispositifs de sécurité incendie et phénomènes dangereux est prescrit par l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2016 et l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004,

Considérant qu'un plan des dispositifs de sécurité incendie et phénomènes dangereux conforme n'est pas en possession de l'exploitant,

Considérant les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2016 qui prescrit une liste précise de moyens de lutte contre l'incendie comprenant 6 puits d'aspirations,

Considérant que les moyens de lutte contre l'incendie se composent de trois puits d'aspiration et trois poteaux incendies,

Considérant que la fréquence de maintenance des dispositifs prescrits par l'article 10 de

l'arrêté préfectoral de lutte contre l'incendie est annuel,

Considérant que les opérations de maintenance du matériel incendie ne sont pas réalisées annuellement,

Considérant que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 prescrit des moyens efficaces de protection contre la foudre,

Considérant que des dysfonctionnements sur deux paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA) ont été révélés par un organisme de contrôle et qu'ils ne sont pas résolus,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société Gustave Muller, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé Port Rhénan à Neuf-Brisach (68120), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations sises à Volgelsheim, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions des articles suivants :

- Article 10 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2016 susvisé :

« Les moyens de lutte incendie suivants sont implantés sur le site :

- 6 puits incendie,
- 5 aires d'aspiration aménagées sur le grand canal d'Alsace,
- 1 colonne sèche sur le silo 1990,
- 1 colonne sèche sur la tour silo béton.

L'exploitant tient à jour une liste exhaustive de ces moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention sont rédigées et communiquées aux services de secours et doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication ;
- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
- les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29/03/04 modifié ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant :
 - la procédure d'inertage ;
 - et la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement

Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est entraîné à l'application de ces procédures

ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. »

- Article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé :

« L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du [code du travail](#). Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

- *Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. [...]*

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- *l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;*
- *l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.*

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...] »

Article 2 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 3 mars 2021

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.